

OTC

L'AZERBAÏDJAN LIBÈRE 15 SOLDATS ARMÉNIENS

Bakou, 3 juil 2021 (AFP) – L'Azerbaïdjan a annoncé samedi avoir remis à Erevan 15 soldats arméniens faits prisonniers durant le conflit opposant les deux nations au Nagorni-Karabakh.

Selon le ministère des Affaires Etrangères du pays caucasien, cette libération intervient dans le cadre d'un accord conclut par la médiation russe en retour de la décision prise par Erevan de préciser à Bakou la position de champs de mines installés dans la zone disputée.

Le conflit, qui a éclaté en septembre dernier, s'est terminé six semaines plus tard avec plus de 6.500 morts par un cessez-le-feu parrainé par Moscou et un retrait par l'Arménie de territoires azéris situés en proximité et dans le Haut-Karabakh, qu'elle contrôlait depuis le début des années 90.

"A l'initiative de la Fédération de Russie, l'Arménie a remis à l'Azerbaïdjan une cartographie de plus de 92.000 mines anti-chars et anti-personnelles installées durant l'occupation des régions de Fizuli et Zangilan", a annoncé le ministère dans un communiqué.

"Côté azéri, 15 personnes d'origine arménienne ont été remises aux autorités arméniennes".

Interrogé par l'AFP, un diplomate azéri a précisé que ces quinze hommes avaient été capturés courant décembre.

Il s'agit du deuxième accord de ce type entre les deux nations, après celui négocié le mois dernier par le Premier ministre géorgien Irakli Garibashvili et des diplomates américains et de l'Union européenne.

Depuis le cessez-le-feu, sept soldats azéris ainsi que 18 civils ont perdu la vie à cause de mines, alors que 110 autres ont été blessés, que ce soit dans le Haut-Karabakh ou à proximité, selon le gouvernement azéri.

Les deux pays ont installé d'importants champs de mines durant le premier conflit, au début des années 90, intervenu après la sécession de la province à majorité arménienne du reste de l'Azerbaïdjan, entraînant un conflit meurtrier qui coûtera la vie à environ 30.000 personnes.

Le président azéri Ilham Aliyev a déclaré en mai que son pays était prêt à engager des négociations de pays avec son voisin, alors que le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan a de son côté estimé que les deux anciennes républiques soviétiques menaient des discussions afin de s'entendre sur leur frontière commune.

2.Le Monde

4 juillet 2021

Par [Faustine Vincent](#)

Renforcé en Arménie, Pachinian reste en position de

faiblesse face à la Russie et à l'Azerbaïdjan

La large victoire du premier ministre aux législatives anticipées du 20 juin tient plus au rejet de l'ancien régime qu'à un soutien massif, après la défaite arménie dans le Haut-Karabakh.

Chef de guerre vaincu après la défaite humiliante de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan dans la guerre au Haut-Karabakh, Nikol Pachinian a pourtant été réélu haut la main, sept mois plus tard, aux élections législatives anticipées du dimanche 20 juin. S'il était donné favori, personne n'avait anticipé une victoire aussi large : le premier ministre arménien a obtenu près de 54 % des voix dès le premier tour, quand les analystes politiques et sondages le créditaient, au mieux, de 30 % à 40 %.

Son principal adversaire et ennemi juré, Robert Kotcharian, a dû se contenter de 21 % des suffrages, avec un taux de participation de 49 %. L'ancien président a beau dénoncer des « *falsifications planifiées à l'avance* » et [refuser le reconnaître le résultat](#), les élections ont été qualifiées par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) de « *concurrentielles et bien organisées* », et le dépouillement des bulletins « *hautement transparent* ».

Arrivé au pouvoir en 2018 après la pacifique et prodémocratique « révolution de velours », Nikol Pachinian s'était résolu à organiser ce scrutin sous la pression croissante de l'opposition, du président, de l'Eglise et de l'armée. Plus polarisés que jamais, les Arméniens avaient le choix entre quatre blocs électoraux et 22 partis – un record, mais la plupart étaient inconnus. Parmi les opposants à Nikol Pachinian, seul Robert Kotcharian, qui compte le président russe, Vladimir Poutine, parmi ses amis, faisait figure de rival sérieux. La campagne, véhémente, s'est d'ailleurs résumée à un combat entre les deux hommes.

Incompétent, impulsif et imprudent

La nette victoire du premier ministre sortant lui offre une nouvelle légitimité après des mois de crise politique et de démissions en cascade au sein de son gouvernement. A la surprise générale, il est arrivé en tête dans toutes les régions du pays, y compris dans le Siounik et le Guegharkounik, où les problèmes de sécurité à la frontière avec l'Azerbaïdjan laissent pourtant penser qu'il y ferait un mauvais score. Comment expliquer un tel succès ? Loin d'être un vote d'adhésion massive, la victoire de Nikol Pachinian tient avant tout au rejet de l'ancien régime, honni, qu'incarne Robert Kotcharian. L'ex-président, au pouvoir entre 1998 et 2008, reste profondément impopulaire auprès d'une grande partie des Arméniens, qui se souviennent d'un homme corrompu et autoritaire.

La suite est réservée aux abonnés.

3.Le Courriel d'Erevan

5 juillet 2021

[L'Arménie célèbre la Journée de la Constitution \(courrier.am\)](#)

L'Arménie célèbre la Journée de la Constitution

Le 5 juillet, l'Arménie célèbre la Journée de la Constitution. A cet effet, le président Armen Sarkissian a notamment déclaré :

"Aujourd'hui, nous devons préparer les bases nécessaires pour ouvrir une nouvelle page dans la vie de notre État. Les trois dernières années ont rendu plus évident le fait que certaines dispositions de la Constitution actuelle n'apportent pas les meilleures solutions à tous les défis auxquels notre pays et notre société sont confrontés – pouvoir répondre rapidement, pleinement et de manière équilibrée aux crises.

Par conséquent, reconnaissant l'importance vitale de la Constitution en tant que document complet pour chacun d'entre nous, pour le pays tout entier, il est nécessaire de l'améliorer, de la rendre plus orientée vers l'avenir, plus conforme à nos intérêts étatiques et nationaux, tout en adhérant inconditionnellement aux principes

inscrits dans les articles immuables.

Après tout, la Constitution doit non seulement proclamer ces principes fondamentaux, mais aussi disposer de structures efficaces suffisantes pour les protéger et les mettre en œuvre.

Le travail de renforcement de notre statut d'État doit être continu. Et aujourd'hui, nous devons être plus unis, disciplinés et travailleurs, armés de persévérance pour surmonter les difficultés, d'amour et d'optimisme pour la Patrie.

Nous devons faire tout notre possible pour préserver le statut d'État, redéfinir notre identité nationale, définir notre idéologie nationale et assurer un avenir digne aux générations futures."

4.Le Courriel d'Erevan

3 juillet 2021

[Poutine et Macron s'accordent sur la coordination des différents aspects du règlement du Haut- Karabagh \(courrier.am\)](#)

Poutine et Macron s'accordent sur la coordination des différents aspects du règlement du Haut- Karabagh

Le Président russe Vladimir Poutine a eu une conversation téléphonique avec le Président de la République française Emmanuel Macron à l'initiative de la partie française, a informé le service de presse du Kremlin. Vladimir Poutine a informé du processus de mise en œuvre des Déclarations trilatérales du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 sur la question du Haut-Karabagh. Il a noté que la situation dans la région reste stable, principalement en raison de la présence de soldats de la paix russes.

Des conditions préalables ont été créées pour l'établissement d'une activité économique normale et le déblocage des communications économiques et de transport.

Les deux parties se sont déclarées prêtes à coordonner les différents aspects du règlement du conflit du Haut-Karabagh, notamment dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE.

5.Les Nouvelles d'Arménie

6 juillet 2021

[Pachinian se dit prêt à renforcer les relations avec les Etats-Unis - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Pachinian se dit prêt à renforcer les relations avec les Etats-Unis

"L'Arménie est disposée à approfondir et élargir nos relations bilatérales dans le cadre d'un dialogue stratégique. J'ai bon espoir que dans un avenir proche, nous atteindrons de nouveaux objectifs dans notre coopération mutuellement bénéfique", a déclaré le premier ministre arménien Nikol Pachinian dans un message de félicitations adressé au président démocrate américain Joe Biden à l'occasion de la fête d'Indépendance des Etats-Unis, le 4 juillet. Faut-il pour autant lire dans ce message quelque signe d'une réorientation vers l'Ouest de l'Arménie, dont le dirigeant, réélu le 20 juin, est toujours plus tributaire de la Russie, qui le suspecte toujours d'avoir été porté au pouvoir en mai 2018 par une révolution orchestrée par l'Occident ? Rien n'est moins sûr : au sortir d'une défaite face à l'Azerbaïdjan sanctionnant le 9 novembre 2020, une guerre qui avait montré son extrême isolement, Pachinian le démocrate ne se montre guère regardant et a félicité ces jours derniers en des termes tout aussi exaltés le président chinois Xi Jinping pour le 100^e anniversaire du PC chinois, le président Loukachenko et d'autres dirigeants autoritaires dans une quête éperdue de reconnaissance internationale. Dans

son message à J.Biden, Pachinian fait toutefois une critique en creux à son prédécesseur D.Trump, en se félicitant d'un retour des Etats-Unis sur la scène internationale qu'avait désertée le président républicain, retour que l'Arménie a pu apprécier avec cette reconnaissance officielle du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman par le nouveau locataire de la Maison Blanche le 24 avril dernier. "Nous sommes heureux que votre administration ait réaffirmé son engagement à restaurer le rôle des Etats-Unis comme leader international dans la promotion de la démocratie, le renforcement du règne de la loi, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde", a écrit le premier ministre arménien en précisant : "Partagées par les peuples arménien et américain, ces valeurs sont l'axe de nos relations bilatérales". J.Biden de la même manière, avait souligné que les relations arméno-américaines étaient fondées sur ces "valeurs partagées" quand il avait salué la semaine dernière les autorités arméniennes pour la tenue "réussie" des législatives anticipées du 20 juin. "Nous nous engageons à renforcer ce partenariat", avait-il écrit sur son compte twitter. Peu avant, le Département d'Etat américain avait salué la conclusion préliminaire des observateurs européens concernant le scrutin, jugé "concurrentiel et globalement bien organisé", en pressant l'opposition arménienne d'accepter les résultats officiels qui accordaient une large victoire au parti Contrat civil de Pachinian. Cela n'avait pas empêché les deux principales formations d'opposition de contester ces résultats comme frauduleux, et d'en appeler à la Cour constitutionnelle d'Arménie, dans une procédure s'appuyant sur des preuves supposées de fraudes, à laquelle se sont ralliés d'autres partis d'opposition. Dans son message à Biden, Pachinian a aussi remercié Washington pour son "appui aux réformes démocratiques en Arménie". Il a par ailleurs salué l'implication des Etats-Unis dans les efforts internationaux en vue de régler le conflit du Haut-Karabagh. Il a ainsi mis l'accent sur la « position claire relative à la nécessité de négocier un statut définitif pour le Haut-Karabagh » qu'aurait exprimée Washington. Philip Reeker, le secrétaire d'Etat américain adjoint aux affaires européennes et eurasiennes, a discuté avec Pachinian du conflit du Karabagh et des relations bilatérales durant sa visite à Erevan le 10 juin. "[Reeker] a réitéré le volonté de la partie américaine de continuer à aider l'Arménie dans la mise en œuvre des réformes démocratiques", avait fait savoir le service de presse de Pachinian dans un communiqué à l'issue de ces discussions.

6.Les Nouvelles d'Arménie

6 juillet 2021

[L'Arménie poursuit les discussions avec l'Iran sur une participation iranienne \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Arménie poursuit les discussions avec l'Iran sur une participation iranienne à la reconstruction du réseau routier arménien

Alors que les tensions aux frontières de la province méridionale arménienne du Syounik et de l'Azerbaïdjan encouragent les autorités arméniennes à repenser leur réseau routier dans cette province stratégique, dont une partie des axes de communication avec l'Iran, le voisin du sud, longe une frontière dont le tracé contesté par Bakou reste à définir et est sous la menace directe des soldats azéris, l'Iran se porte candidat pour participer à la réfection de ce réseau. Le ministre iranien des routes et du développement urbain Mohammad Eslami avait déjà discuté de cette éventualité avec les responsables arméniens concernés lorsqu'il avait effectué une visite à Erevan en mai. A cette occasion, il aurait déclaré que les compagnies iraniennes souhaiteraient participer aux projets du gouvernement arménien visant à reconstruire ou réparer les routes stratégiques passant à travers la province arménienne du Syounik. Le ministre arménien de l'administration et des infrastructures territoriales Suren Papikian avait indiqué à la suite de ces discussions que les deux parties avaient convenu de la mise en place d'un groupe de travail commun qui étudierait une telle éventualité ainsi que les moyens de resserrer les liens économiques entre l'Arménie et l'Iran, qui reste en butte aux sanctions américaines, rappelons-le, même si

le nouveau président américains a réintégré l'accord international de 2015, sur le programme nucléaire iranien dont Trump s'était retiré, laissant espérer un assouplissement sinon une levée des sanctions frappant l'Iran et les pays commerçant avec lui. Le ministère arménien de l'économie a fait savoir ce weekend que le groupe de travail avait tenu sa première rencontre à Téhéran la semaine dernière, sous la co-présidence de l'adjoint d'Eslami, Dariush Amani, et du vice ministre arménien de l'économie, Varos Simonian. Amani dirige aussi l'Organisation de maintenance des routes et de transport d'Iran. Peu d'informations ont été rendues publiques concernant la rencontre. Le ministère arménien s'est contenté d'indiquer que les deux parties avaient réaffirmé leur engagement à resserrer les liens commerciaux et avaient convenu de tenir une prochaine réunion du groupe de travail à Erevan le 15 août. Le Syounik partage des frontières non seulement avec l'Iran mais aussi, comme on l'a vu, avec l'Azerbaïdjan et son enclave, le Nakhitchevan . Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev avait menacé en début d'année d'ouvrir de force un "corridor" reliant le Nakhitchevan - et son allié turc, avec lequel il partage une courte frontière- au reste de l'Azerbaïdjan. Une menace vivement condamnée par le gouvernement arménien mais que semblait vouloir mettre à exécution Bakou en envoyant ses soldats occuper des portions de territoires dans les zones frontalières du Syounik début mai. Pachinian avait laissé entendre que les termes de la capitulation qu'il avait signée avec Aliev le 9 novembre 2020 sous l'égide de Poutine, prévoyaient la création d'un corridor reliant le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan, via le Syounik, en échange du corridor de Latchine, seul axe reliant désormais l'Arménie au Karabagh, mais il avait par la suite nuancé ses propos, en laissant entendre qu'un tel corridor, s'il devait entraîner aussi la levée du blocus exercé par Bakou et son allié turc, n'avait pas fait l'objet d'un accord formel. En visiter Erevan en mai, le ministre iranien des affaires étrangères Mohammad Zarif réaffirmait que l'intégrité territoriale de l'Arménie et d'autres Etats de la région était une "ligne rouge" pour la République islamique d'Iran. Alors qu'elle se trouvait à Téhéran, la délégation arménienne, qui était composée de responsables de différentes agences gouvernementales, a eu aussi des entretiens séparés avec Amani, le vice ministre iranien de l'industrie Hamid Zadboum et le président de la Chambre iranienne du Commerce, Gholamhossein Shafei. A l'ordre du jour des discussions, entre autres sujets, la question liée aux transports cruciale pour le développement du commerce arméno-iranien. Selon l'agence de presse iranienne Mehr, Shafei a déclaré que le commerce bilatéral se développerait rapidement si les Etats-Unis levaient les sanctions économiques qui asphixient l'Iran.

7. Les Nouvelles d'Arménie

6 juillet 2021

[Erevan critique le rejet par l'OTSC de sa demande d'intervention dans le \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/erevan-critique-le-rejet-par-l-otsc-de-sa-demande-d-intervention-dans-le-conflict-frontalier-avec-bakou)

Erevan critique le rejet par l'OTSC de sa demande d'intervention dans le conflit frontalier avec Bakou

Comme on pouvait le prévoir, les récentes déclarations du secrétaire général de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), le Biélorusse Stanislav Zas, qui adressait une fin de non recevoir à la demande de Erevan en vue d'une intervention de l'alliance militaire dirigée par la Russie dans le conflit opposant depuis mai l'Azerbaïdjan et l'Arménie dont les troupes se font face dans des zones frontières contestées, n'ont pas plu aux autorités arméniennes, qui l'ont fait savoir publiquement lundi 5 juillet. Le dirigeant de l'alliance militaire composée de six ex-Républiques soviétiques (Russie, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghyzstan) avait indiqué que l'affaire, désignée comme un simple « incident de frontière », ne relevait pas de ses prérogatives, puisque l'intrusion les 12 et 14 mai de centaines de soldats azéris dans des portions de territoires arméniens qu'ils occupent toujours, pour certaines, ne constituaient pas à proprement parler selon lui d'une agression contre l'allié arménien justifiant en ce cas une intervention des autres Etats membres. L'Arménie en avait appelé au devoir de solidarité de l'OTSC, auquel l'alliance a déjà maintes fois failli par le passé selon Erevan, au lendemain de cette intrusion qu'elle considère pour sa part comme une agression en

bonne et due forme, même si, comme le faisait remarquer S.Zas, aucun coup de feu n'avait été tiré, du moins dans un premier temps ; car par la suite, alors que les forces arméniennes se déployaient sur les lieux pour contenir l'offensive azérie, un soldat arménien avait été tué et six autres capturés. Autant de faits qui justifiaient selon l'Arménie que l'alliance militaire dirigée par la Russie fasse valoir l'Article 2 de son traité fondateur en vertu duquel elle doit discuter des modalités d'une réponse collective aux graves menaces à sa sécurité auxquelles fait face l'un des Etats membres. Les ministres des affaires étrangères d'Arménie, de Russie, et des quatre autres Etats membres de l'OTSC avaient discuté de ce conflit frontalier lors d'un sommet fin mai au Tadjikistan, au cours duquel ils avaient exprimé leurs préoccupations concernant ces tensions mais sans se mettre d'accord sur une déclaration commune en soutien à l'Arménie. Le premier ministre arménien Nikol Pachinian avait reproché après coup à l'alliance de ne pas avoir publiquement pris position en faveur de son pays et avait mis en garde contre une éventuelle démarche du gouvernement arménien auprès du Conseil de sécurité des Nations unies "s'il apparaît que les instruments de l'OTSC ou le traité sur le contingent militaire mixte russo-arménien ne suffisent pas à régler ce problème". Une menace qui n'a pas été suivie d'effets à Erevan, alors même que Bakou persiste dans son refus de retirer les troupes azéries de ces sections contestées de la frontière, que l'Azerbaïdjan tient pour son territoire où ses soldats s'emploieraient à des travaux de génie visant à matérialiser une frontière dont le tracé reste à définir. Les déclarations de samedi du secrétaire général de l'OTSC S.Zas selon lequel cet incident de frontière n'était finalement pas assez sérieux pour entraîner une intervention militaire de l'alliance ne font que confirmer la position embarrassante dans laquelle s'est placée l'Arménie en son sein depuis qu'elle a rappelé à Erevan son secrétaire général arménien en exercice, Khatchatourov, poursuivi par la justice arménienne depuis l'arrivée au pouvoir de Pachinian en mai 2018. Les poursuites judiciaires engagées alors par l'Arménie contre l'ancien général arménien assurant la direction tournante de l'OTSC, dans le cadre d'un procès plus vaste impliquant en premier lieu l'ancien président arménien Robert Kotcharian, accusé d'avoir renversé l'ordre constitutionnel lors de la répression post-électorale de 2008, avaient suscité un froid durable dans les relations entre Erevan et l'OTSC, mais aussi la Russie, qui estimaient avoir été placées devant un fait accompli et entendaient le faire payer à l'Arménie. Pachinian relâchera certes sa pression sur Khatchatourov, sinon sur Kotcharian, dont le traitement par la justice arménienne sera presque ouvertement dénoncé par Moscou, mais l'OTSC ne donnera pas suite aux demandes de Erevan de mettre un autre Arménien à la tête de l'alliance militaire, dont un Russe assumera le secrétariat général par intérim avant de laisser la place au Biélorusse Zas. Et si la crise semblait avoir été surmontée en 2019, l'inertie de l'OTSC lorsque l'armée azérie attaquait, en juillet 2020, les frontières de l'Arménie dans la région septentrionale du Tavoush, prélude à la guerre que l'Azerbaïdjan déclarait quelques semaines plus tard avec le soutien de la Turquie, au Karabagh cette fois, à laquelle l'alliance militaire russe assistera avec la même passivité, au prétexte que l'Arménie n'était pas directement attaquée, trahissait une fracture bien réelle entre Erevan et ses partenaires de l'OTSCE. Pourtant, bien avant la crise provoquée par Pachinian, ses prédécesseurs, qui revendiquaient et revendiquent encore aujourd'hui des liens bien plus amicaux avec le Kremlin, avaient dénoncé les manquements des partenaires de l'OTSC à leurs devoirs de solidarité, notamment lors de la « guerre des 4 jours » d'avril 2016, au cours de laquelle l'armée azérie avait utilisé les armes achetées en grand nombre par Bakou à la Russie. "Il faut comprendre que le mécanisme de l'OTSC n'est utilisé que dans le cas d'une agression étrangère [contre des Etats membres]", avait déclaré S. Zas devant les journalistes. "Dans le cas présent, on a affaire à un incident de frontière. Grâce à Dieu, il n'y a pas de blessés, pas de coups de feu. C'est un incident de frontière... et nous sommes partisans d'un règlement pacifique". Ruben Rubinian, le président du comité des affaires étrangères du Parlement arménien sortant, a désigné les propos de S. Zas comme pour le moins "curieux". Rubinian a souligné que les mouvements de troupes de l'Azerbaïdjan avaient violé l'intégrité territoriale de l'Arménie, en rappelant, contre l'argument avancé par S.Zas selon lequel aucune action violente ne serait à déplorer, qu'un soldat arménien avait été tué et six autres capturés par les troupes azéries fin mai. L'OTSC est dans l'obligation de réagir non seulement en cas d'agression ou d'hostilités directes mais aussi de menaces visant l'intégrité territoriale d'un Etat membre de l'OTSC, sa souveraineté et sa sécurité", a poursuivi Rubinian, cité dimanche par RFE/RL en précisant : "Je pense que nul ne peut contester le fait que la situation prévalant à nos frontières relève de l'Article 2". "Nous continuerons à collaborer avec nos partenaires de l'OTSC dans cette direction et je pense que les représentants de nos agences concernées

resteront en contact avec nos partenaires dans les jours à venir”, a-t-il conclu. Armen Grigorian, le secrétaire du Conseil de sécurité d’Arménie, s’était entretenu téléphone lundi avec S. Zas, à qui il aurait fait part de l’émotion suscitée dans le pays par ses dernières déclarations, en lui rappelant que ce conflit frontalier n’était pas un simple “incident” dans la mesure où l’Azerbaïdjan occupe des territoires arméniens en vue de les annexer. Grigorian aurait aussi dit à Zas que le Secrétariat de l’OTSC à Moscou devrait envoyer une mission d’enquête en Arménie afin d’étudier la situation sur le terrain. Le Lieutenant-Général Artak Davtian, chef d’état-major de l’armée arménienne, avait indiqué pour sa part le 22 juin que la Russie devrait déployer des gardes frontières dans le Gegharkunik, l’une des deux provinces de l’Arménie méridionale où les forces azéries ont pris position il y a près de deux mois. Mais les responsables russes n’ont pas commenté à ce jour de telles affirmations. Les intentions de l’armée russe ne sont pas plus claires concernant le Syounik, l’autre province arménienne concernée par cette nouvelle épreuve de force militaire. Moscou a d’ores et déjà déployé des soldats et des gardes frontières dans d’autres secteurs du Syounik dans la foulée de l’accord de cessez-le-feu que Poutine avait fait signer à l’Arménie et à l’Azerbaïdjan le 9 novembre 2020, mettant fin à six semaines d’une guerre meurtrière remportée par les forces azéries.

8. Les Nouvelles d’Arménie

6 juillet 2021

[Aliyev et Erdogan sur la liste RSF des « prédateurs de la liberté de la presse \(...\) – Nouvelles d’Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Aliyev et Erdogan sur la liste RSF des « prédateurs de la liberté de la presse » 2021

Reporters sans frontières (RSF) a classé le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et le président turc Recep Tayyip Erdogan parmi les « prédateurs de la liberté de la presse » en 2021.

RSF a publié la liste des 37 chefs d’État ou de gouvernement qui sévissent massivement contre la liberté de la presse. Certains de ces « prédateurs de la liberté de la presse » opèrent depuis plus de deux décennies tandis que d’autres viennent de rejoindre la liste noire, qui comprend pour la première fois deux femmes et un prédateur européen.

Près de la moitié (17) des prédateurs font leur première apparition sur la liste 2021 que RSF publie cinq ans après la dernière, à partir de 2016. Tous sont des chefs d’État ou de gouvernement qui bafouent la liberté de la presse en créant un appareil de censure, emprisonner arbitrairement des journalistes ou inciter à la violence à leur encontre.

Dix-neuf de ces prédateurs dirigent des pays qui sont colorés en rouge sur la carte de la liberté de la presse de RSF, ce qui signifie que leur situation est classée comme « mauvaise » pour le journalisme, et 16 pays qui régissent en noir, ce qui signifie que la situation est « très mauvaise ».

« Il y a désormais 37 dirigeants du monde entier dans la galerie des prédateurs de la liberté de la presse de RSF et personne ne peut dire que cette liste est exhaustive », a déclaré le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire.

« Chacun de ces prédateurs a son propre style. Certains imposent un règne de terreur en émettant des ordres irrationnels et paranoïaques. D’autres adoptent une stratégie soigneusement construite basée sur des lois draconiennes. Un défi majeur est maintenant pour ces prédateurs de payer le prix le plus élevé possible pour leur comportement oppressif. Nous ne devons pas laisser leurs méthodes devenir la nouvelle norme. »

Parmi les nouveaux entrants figurent le président brésilien Jair Bolsonaro et un Premier ministre européen, le hongrois Viktor Orbán.

9. Les Nouvelles d’Arménie

6 juillet 2021

[Levon Aronian : nous fêtons ma victoire avec les Arméniens d'Arménie et de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Levon Aronian : nous fêtons ma victoire avec les Arméniens d'Arménie et de l'Artsakh

Levon Aronian numéro 5 mondial des échecs et numéro un Arménien, qui vient de remporter le tournoi des échecs rapides, le Goldmoney Asian Rapid est heureux. Levon Aronian a publié sur les réseaux sociaux de nouvelles photos montrant le champion faire la fête. Avec l'inscription de Levon Aronian qui écrit « Avec les Arméniens d'Arménie et d'Artsakh nous fêtons ma victoire d'hier, en présence de ma chère dame Naira ».

10. Les Nouvelles d'Arménie

6 juillet 2021

[Tirs entre soldats Azéris et Arméniens près du village de Verin Shorja dans la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Tirs entre soldats Azéris et Arméniens près du village de Verin Shorja dans la région de Gegharkounik en Arménie, deux soldats Azéris et un soldat Arménie blessés

Dans la région de Gegharkounik en Arménie près du village frontalier de Verin Shorja, des tirs entre soldats Azéris qui ont ouvert le feu et les soldats Arméniens se sont déroulés aujourd'hui. Information du capitaine Samvel Asatryan le responsable de l'information de l'Etat major arménien qui a confirmé ainsi les nouvelles qui étaient diffusées sur les réseaux sociaux.

« Ce sont les soldats Azéris qui ont ouvert le feu. Les Arméniens répondant à ces tirs. Nous avons un soldat légèrement blessé. D'après nos informations les Azéris ont deux soldats blessés » a affirmé Samvel Asatryan.

11. Humanité

3 juillet 2021

[Haut-Karabakh. Azerbaïdjan et Arménie, un face-à-face sur la ligne de crête | L'Humanité \(humanite.fr\)](#)

Haut-Karabakh. Azerbaïdjan et Arménie, un face-à-face sur la ligne de crête

Au terme des quarante-quatre jours de conflit à l'automne dernier, la reprise par l'Azerbaïdjan de plusieurs districts a modifié le tracé des frontières. Et depuis le 12 mai, Bakou et son armée ont pénétré dans les régions arméniennes du Siounik et de Guégharkounik. Les deux armées se font face au milieu d'habitants perdus. REPORTAGE

Envoyé spécial.

Les cols s'enchaînent. En plein Caucase, la route escarpée qui relie l'Iran, l'Arménie et la Géorgie apparaît déjà bien abîmée. Mais les pentes abruptes et sinueuses ne font guère peur aux nombreux camions iraniens qui l'empruntent. Au sortir de Goris, au bout de quelques kilomètres en direction de Kapan, un énorme panneau indique : République d'Azerbaïdjan. Tout le monde scrute les alentours, inquiet.

Quelques virages plus tard, on distingue un immense drapeau azéri au-dessus de postes militaires. « Des soldats patrouillent, vous contrôlent, jouent au foot. Ils se comportent comme s'ils étaient chez eux... » déplore Vruyg, un habitant de Goris qui a décidé de quitter Moscou pour revenir vivre en Arménie après les quarante-quatre jours de conflit en automne (27 septembre-9 novembre) et les 7 000 morts.

La route M2, une sorte de frontière

Au bout de 6 kilomètres, un énorme drapeau russe flotte au-dessus d'un soldat vêtu d'une chasuble jaune, membre de la mission de maintien de la paix. Des troupes arméniennes apparaissent à leur tour à l'approche du village de Vorotan. « Nous revoilà chez nous pour quelques kilomètres. La route M2 devient une sorte de frontière entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Haut-Karabakh [depuis le cessez-le-feu du 9 novembre](#) et la perte de nombreux territoires », explique Vruyg. Après sa victoire dans cette deuxième guerre du Haut-Karabakh (1), Bakou estime que des bouts de la région arménienne du Siounik, dans le sud-est du pays, font partie du district azéri de Qubadli.

« Un conflit gelé et chaud à la fois »

À Vorotan, plusieurs troupes stationnent. Une énorme caserne accueille majoritairement des jeunes soldats arméniens. Casquette sur la tête, Hakob, qui a tout juste 27 ans (2), est originaire d'Hadrouit, au Karabakh. Cette cité fait partie des villes reprises par l'Azerbaïdjan et qui sont fortement contestées par les Arméniens. « Toute ma famille s'est réfugiée en Russie, à Stravropol. Mais j'ai décidé de rester. Même si le conflit a été particulièrement dur pour moi car j'ai assisté à la mort de plusieurs amis, je ne me voyais pas partir. J'ai choisi de rejoindre l'armée, ici, où je me sens utile et pas très loin de mon ancienne vie. » Plusieurs de ses camarades d'infanterie viennent aussi de diverses parties de l'enclave arménienne. Pour le commandant, « ils sont nombreux à venir nous rejoindre. La défaite passe mal et encore davantage avec ces incursions sur le sol arménien. Le principal souci reste cette situation d'entre-deux : un conflit gelé et chaud à la fois. Au moins nous pouvons compter sur l'appui des forces russes ».

Stepan Movsesian est agriculteur. Il ne comprend toujours pas comment une partie de ses terres se trouve désormais dans un autre pays.

En reprenant la route en direction de Kapan, une trentaine de kilomètres plus loin, cette fois un panneau indique : « Région de Qubadli, République d'Azerbaïdjan ». Il s'agit de l'entrée du village arménien de Chournoukh. Deux postes militaires se font face, séparés d'une cinquantaine de mètres. La première maison est celle de Stepan Movsesian, 72 ans. Cet agriculteur ne comprend toujours pas com